

Présidence: M. Pierre **Enderlin**

Secrétaire: Mme Anne **Devaux**

Scrutateurs: M. Antonio **Todde** et Mme Marlyse **Dutoit**

Huissière: Mme Claire **Matti**

## Ordre du jour

- 1 Appel
- 2 Adoption de l'ordre du jour
- 3 Assermentations
- 4 Adoption du PV n° 37 - séance du 23 juin 2021
- 5 Adoption du PV n° 1 - séance du 14 juin 2021
- 6 Nomination complémentaire Commission AJEMA
- 7 Nomination Commission de gestion
- 8 Présentation de Région Morges en lien avec la voie verte: « 5<sup>ème</sup> étape de requalification de la RC1 B-P »
- 9 Communications du Bureau
- 10 Communications de la Municipalité
- 11 Rapport sur le préavis n° 05/06.2021 - Aliénation, acquisition d'immeubles sur un bien-fonds non construit ou construit et droit de préemption - autorisation générale.
- 12 Rapport sur le Préavis n° 06/06.2021 - Demande d'autorisation d'engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles selon l'article 88 du règlement pour le Conseil communal.
- 13 Rapport sur le préavis n° 07/06.2021 - Demande d'autorisation générale de plaider.
- 14 Rapport sur le préavis n° 08/06.2021 - Indemnités pour la législature 2021-2026.
- 15 **\*Préavis n° 09/08.2021** – demande d'un crédit de Fr. 124'500.–, avant subvention, pour financer la poursuite des études relatives à la requalification de la route cantonale 1 B-P sur le territoire communal de Saint-Prex intégrant un tronçon de la Voie verte d'agglomération
- 16 Préavis n° 10/08.2021 – détermination du plafond d'endettement pour la législature 2021-2026
- 17 Préavis n° 11/08.2021 – arrêté d'imposition pour l'année 2022
- 18 Simples questions
- 19 Contre-appel

**\*Le préavis n° 09/08.2021** a été distribué en début de séance

Il est 20h00 lorsque le président, M. Pierre **Enderlin**, ouvre la séance.

### 1) Appel

M. Antonio **Todde**, scrutateur, procède à l'appel.

#### Excusé.e.s:

M. Steve **Bugnon**, M. Alexandre **Buvelot**, M. Michel **Conne**, M. Nicolas **Cottier**,  
Mme Barbara **Dellwo**, M. Dominique **Dubugnon**, M. Thierry **Jaquiéry**, M. Roland **Locher**,  
M. David **Mondada**, Mme Concetta **Pino**, M. Carmelo **Todaro**.

#### Absente:

Mme Victoria **Gay**

53 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil communal.

-----

### 2) Adoption de l'ordre du jour

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée, le président procède au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

#### DÉCIDE

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité

-----

### 3) Assermentation

M. Pierre **Enderlin** invite Mme Christie **Piquerez**, de l'Entente, à le rejoindre afin de procéder à son assermentation. Il demande à l'Assemblée de se lever.

M. Pierre **Enderlin** lit l'article 5 du règlement du Conseil:

« Avant d'entrer en fonction, les membres du Conseil prêtent le serment suivant:

*Vous promettez d'être fidèles à la Constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays. Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publiques, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer ».*

A l'évocation de son nom Mme Christie **Piquerez** lève la main droite et manifeste son serment par l'affirmation: « Je le promets ».

Applaudissement de l'assemblée.

Mme Victoria **Gay**, de Alternative Pour Saint-Prex, absente à la séance du Conseil communal, aurait également dû être assermentée.

-----

**4) Adoption du PV n° 37 de la séance du 23 juin 2021**

M. Philippe **Deillon** a demandé par courriel un complément concernant son intervention à la page 5 du PV:

« M. Philippe **Deillon** demande: sait-on combien de fois la Municipalité a renoncé à exercer son droit de préemption sur les terrains et biens immobiliers du parc locatif découlant des articles 31 de la Loi sur la préservation et la promotion du parc locatif. (LPPPL) ? Qu'en est-il du poste débiteur qui a presque doublé entre les années 2019 et 2020? »

Aucune autre demande de modification n'a été communiquée.

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, le sujet est porté au vote

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

**DÉCIDE**

**Le PV n° 37 amendé est accepté à l'unanimité.**

-----

**5) Adoption du PV n° 01 de la séance du 14 juin 2021**

M. Pierre **Enderlin** apporte les précisions suivantes concernant des corrections apportées au PV:

- Une coquille au niveau de la mention de la législature concernée, en titre, soit 2021 – 2026.
- Également une erreur de report de notes, à savoir le désistement de M. David **Clénin**, candidat à la commission des finances qui n'a pas eu lieu; M. David **Clénin** était bien présent au second tour et avait obtenu 27 voix. Le PV est donc amendé sur ce point, « avec mes excuses à M. David **Clénin** ».

« Au point n° 17, Mme Christie **Piquerez** a été indiquée comme élue suite à une erreur de ma part quant à cette possibilité en son absence alors qu'elle n'était pas assermentée.

Mme Sandrine **Pittolaz** nous l'a signalé et j'ai indiqué que nous vérifierions, ce qui a été fait, Mme Sandrine **Pittolaz** avait raison et je l'en remercie a posteriori. Nous allons donc corriger cela au point 6 de cet ordre du jour. »

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, le sujet est porté au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

**DÉCIDE**

**Le PV n° 01 modifié est accepté à l'unanimité.**

-----

**6) Nomination complémentaire commission AJEMA**

Mme Christie **Piquerez** maintient sa candidature

M. Pierre **Enderlin** demande à l'Assemblée si d'autres candidat·e·s souhaitent se présenter. En l'absence de proposition, il procède au vote.

**Mme Christie Piquerez est élue par acclamation**

-----

**7) Nomination de la commission de gestion**

Liste des candidat·e·s pour la commission de gestion 2021-2022 portée à l'écran.

ENTENTE	PLR	ALTERNATIVE pour SAINT-PREX
Mme Simone <b>Dietschi</b>	M. Jean-Yves <b>Aebi</b>	M. Yves <b>Chevillat</b>
Mme Maud <b>Favre</b>	M. Andreas <b>Rogenmoser</b>	
M. Daniel <b>Oberson</b>		
Mme Chantal <b>Trabaud</b>		

M. Pierre **Enderlin** demande à l'assemblée si d'autres candidat·e·s souhaitent se présenter. En l'absence de proposition, il procède au vote.

**La commission de gestion est élue par acclamation.**

-----

**8) Présentation de Région Morges en lien avec la voie verte: « 5<sup>ème</sup> étape de requalification de la RC1 B-P »**

M. Jean-Christophe **Birchler**, de Région Morges, et M. Samuel **Debossens**, pour le Canton, chef de la section Projets routiers. Ces messieurs font un point en lien avec le dossier dit Voie verte, 5<sup>e</sup> étape de la requalification de la RC1 B-P.

M. Pierre **Enderlin** précise que cette présentation se justifie par le renouvellement des membres du Conseil communal, sachant qu'une présentation précédente sur le même thème avait eu lieu lors de la séance du 28 novembre 2020.

Il précise également qu'au terme de la présentation seules des questions de compréhension seront acceptées, en partant du principe que les compléments pourront être apportés à la commission ad hoc qui viendra au point 15 de notre ordre du jour.

M. Pierre **Enderlin** précise qu'il ne prendra que 3 questions.

M. Jacques **Rochat** exprime son étonnement à propos de l'absence d'arbres dans le projet, surtout au regard du réchauffement climatique.

M. Jean-Christophe **Birchler** explique que le coût et les emprises d'assolement du fait que la voie verte longe des zones agricoles et forestières justifie le fait de ne pas ajouter de plantation. Il ajoute cependant qu'il s'agit d'une compétence communale. Si la Commune souhaite planter des arbres, elle devra négocier avec les propriétaires privés. Cependant la Région prévoit une bande de séparation végétalisée sur le projet au niveau de l'agglomération.

Mme Sylvie **Fuchs** demande s'il existe un retour d'expérience sur les tronçons déjà réalisés, qui permet de dire que les budgets émis au départ ont été respectés.

M. Jean-Christophe **Birchler**: « *On est plutôt en dessous des budgets annoncés. Concernant les travaux sur l'étape entre l'EPFL et la Venoge, c'est trop tôt pour le savoir. En revanche sur le tronçon de 5,2 km entre Mies et Founex, on est bien en dessous des budgets.* »

Mme Sophie **Rouquette Studer** demande confirmation à propos de la nécessité d'obtenir l'aval du Conseil communal de Saint-Prex et des communes de Tolochenaz et de Lully pour réaliser le projet.

M. Samuel **Debossens** confirme et ajoute la nécessité d'obtenir également l'aval du canton.

Mme Sophie **Rouquette Studer** demande si les autres Conseils communaux concernés se sont déjà prononcés sur le sujet.

M. Samuel **Debossens** précise que Tolochenaz a déjà accepté, Lully se prononcera fin octobre. Concernant le canton, il n'y a pas de précision, mais normalement toutes les réponses seront données d'ici le mois de novembre et l'étude pourra commencer début janvier 2022.

Mme Sophie **Rouquette Studer** demande ce qu'il en est de la synchronisation entre les projets voie verte d'une part et requalification de la RC 1 d'autre part, car il apparaît que l'aménagement de la voie verte se fera ultérieurement à celui de la requalification de la RC1.

M. Jean-Christophe **Birchler** précise que les subventions pour la voie verte d'agglomération ne seront délivrées par la Confédération qu'à partir du moment où les travaux seront commencés avant décembre 2025, car après cette date le fonds d'infrastructure s'éteint. Concernant le tronçon Saint-Prex-Morges, il est intégré au projet de requalification de la RC1. Dans la commune, les autres tronçons de pistes cyclables existent déjà, même si les aménagements ne sont pas assez qualitatifs par rapport aux enjeux de la voie verte.

**La présentation est accessible sur le site internet de la commune sous la séance du 25 août 2021.**

-----

Avant de passer aux communications du Bureau, M. Pierre **Enderlin** rappelle l'importance de venir au micro pour toutes les interventions, de décliner ses nom et prénom pour l'enregistrement de la séance.

-----

## **9) Communications du Bureau**

**9.1)** Je souhaite remercier la Municipalité à la fois pour les mesures de prudence prises lors du 1<sup>er</sup> août avec le report de la fête publique, ma foi bien dommage mais certainement appropriée, et pour la tresse offerte à la population. Nous avons eu l'occasion de rencontrer de nombreux citoyens et d'échanger en toute convivialité.

**9.2)** En ce qui concerne la désignation des commissions ad hoc, je me permettrai au fil de l'an de désigner parfois des personnes déjà membres de commissions permanentes. Selon le nombre de préavis à traiter il devient compliqué de former des commissions équilibrées et il est donc utile de pouvoir disposer du plus grand nombre possible d'élus. Je vous invite à me communiquer si cela devait poser problème et vous remercie d'ores et déjà de votre collaboration.

**9.3)** J'ai reçu par courrier la démission de notre Conseil de M. Michel **Conne**, je me permets de vous lire la lettre reçue: (lettre de démission en annexe).

Allocution de M. Pierre **Enderlin** après lecture de la lettre:

*« Je regrette cette décision, je suis d'avis que la présence des anciens est nécessaire pour la somme de leurs expériences, à la fois témoignage et source d'inspirations au présent et pour l'avenir, c'est avec ces termes notamment que j'ai accusé réception de la démission de Monsieur Conne.*

*Je salue également son engagement: 36 ans au sein de notre Conseil, 31 ans à la commission des finances dont 26 en tant que Président de cette commission, son engagement aussi pour la constitution de l'Entente dont il a tenu la présidence, et aussi les nombreux dévouements au service des associations, des projets communaux, de la Municipalité et de projets tels que Saint-Prex Sur les Quais, avec toujours la rigueur et la ferveur que nous lui connaissons.*

*Lors des dernières votations, Il a également œuvré pour le renouvellement des membres de ce Conseil, notamment convaincu de la nécessaire augmentation de la présence féminine, et en cela il a manifesté son esprit d'ouverture et sa vision lucide des besoins actuels.*

*Au-delà des aléas électoraux, auxquels nous adhérons tous, bien sûr, par notre simple candidature, je pense qu'il mérite nos remerciements et notre reconnaissance, et je vous invite à vous lever pour le manifester par vos applaudissements. »* (Applaudissements nourris et longs)

Nous attendrons de l'Entente la présentation d'un candidat pour le remplacement du démissionnaire.

**9.4)** Nous pouvons garder les mains vives pour souhaiter un bon anniversaire à M. Carmelo **Todaro**.

**9.5)** Un tableau général avec les coordonnées des membres du Conseil communal a été envoyé par la secrétaire pour que chacun·e vérifie les informations le ou la concernant et envoie les corrections, si nécessaire.

-----

## **10) Communications de la Municipalité**

Toutes les communications de la Municipalité se trouvent en annexe du présent procès-verbal.

-----

**11) Rapport sur le préavis n° 05/06.2021 - Aliénation, acquisition d'immeubles sur un bien-fonds non construit ou construit et droit de préemption - autorisation générale.**

M. Henri **Haller** rapporte pour la commission des finances.

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, le président procède au vote.

**LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX**

- Vu le présent préavis
- Entendu le rapport de la commission
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

**DECIDE**

- 1) D'accorder à la Municipalité une autorisation générale, valable durant la période législative du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2026, de statuer sur les aliénations pour cause d'intérêt public d'immeubles jusqu'à concurrence de CHF 50'000 par cas, charges éventuelles comprises;
- 2) D'accorder à la Municipalité une autorisation générale, valable durant la période législative du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2026, de procéder à des acquisitions d'immeubles, après autorisation de la commission des finances du Conseil communal, jusqu'à concurrence de CHF 2'000'000 au total;
- 3) D'autoriser, dans ce but, la Municipalité à:
  - ouvrir un compte d'investissement n° 9123.01 intitulé « acquisition et aliénation d'immeubles », compte dont le plafond ne pourra pas dépasser la somme de CHF 2'000'000;
  - porter au débit de ce compte le coût de chaque acquisition;
- 4) D'autoriser la Municipalité à accepter des legs ou donations, dont le montant est de CHF 50'000 au maximum;
- 5) D'admettre que la Municipalité renseigne le Conseil communal, par communications, après chaque utilisation de cette autorisation.

**Le préavis n° 05/06.2021 est accepté à l'unanimité**

-----

**12) Rapport sur le Préavis n° 06/06.2021 - Demande d'autorisation d'engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles selon l'article 88 du règlement pour le Conseil communal.**

M. Henri **Haller** rapporte pour la commission des finances.

La discussion est ouverte.

M. Marc **Hauswirth** s'étonne que la Municipalité n'ait pas utilisé ces dépenses exceptionnelles dans le cadre de l'incendie de la déchèterie, notamment pour le rachat des véhicules.

M. Stéphane **Porzi** répond que l'autorisation de Fr. 80'000.– n'aurait pu couvrir l'achat que d'un seul véhicule. Après consultation de la commission des finances, un arrangement avait été trouvé pour décaler les achats en attendant le remboursement de l'ECA. Il ajoute que l'expérience de l'entretien des appartements Vetropack a montré que le précédent plafond des dépenses exceptionnelles à Fr 50'000.– était insuffisant alors qu'avec Fr. 80'000.–, des dépenses comme le changement d'un ascenseur auraient été largement couvertes avec une exécution rapide des travaux.

La discussion est close, le président procède au vote.

**LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX**

- Vu le présent préavis
- Entendu le rapport de la commission
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

**DECIDE**

- 1) En vertu de l'article 88 du règlement du Conseil communal d'autoriser la Municipalité à engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles jusqu'à concurrence d'un montant de CHF 80'000 par cas, ceci pour la durée de la législature 2021 – 2026.
- 2) Ces dépenses seront ensuite communiquées au Conseil communal et présentées dans le cadre des comptes annuels.

**Le préavis n° 06/06.2021 est accepté à l'unanimité**

-----



**13) Rapport sur le préavis n° 07/06.2021 - Demande d'autorisation générale de plaider.**

M. Pascal **Girardet** rapporte pour la commission ad hoc.

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, le président procède au vote.

**LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX**

- Vu le présent préavis
- Entendu le rapport de la commission
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

**DÉCIDE**

- 1) d'accorder à la Municipalité, pour la législature 2021-2026, l'autorisation générale de plaider, recourir, transiger, compromettre ou passer expédient.

**Le préavis n° 07/06.2021 est accepté à l'unanimité**

-----

**14) Rapport sur le préavis n° 08/06.2021 - Indemnités pour la législature 2021-2026.**

M. Henri **Haller** rapporte pour la commission des finances.

La discussion est ouverte.

M. Marc **Hauswirth** s'étonne de la faible valorisation du travail d'un municipal et de celle du syndic. Il prône les modèles où les indemnités des membres de la municipalité sont indexées sur le salaire maximal des chef·fe·s de service, selon les échelles de traitements en vigueur le jour J: « *Par conséquent, je vous invite Messieurs et Mesdames les conseillers de refuser ce préavis pour que la Municipalité puisse en représenter un dans ce sens, en adaptant leurs indemnités alignées sur le traitement maximal d'un chef de service* ».

M. Pascal **Girardet** aurait préféré que M. Marc **Hauswirth** présente un amendement plutôt que de refuser le préavis, ce qui aurait permis de régler le problème sur le champs.

M. Marc **Hauswirth** avait bien dans l'idée de proposer un amendement, mais il lui manquait les informations nécessaires pour présenter une proposition concrète, raison pour laquelle, il propose de renvoyer le préavis à la Municipalité.

M. Sylvain **Rodriguez** souhaite donner l'éclairage de la commission des finances sur ce sujet « *La commission s'est posée la question de la proportionnalisation des indemnités du syndic et des municipaux et nous leur avons posé la question en toute transparence. C'est vrai qu'une Municipalité entrante peut se sentir mal à l'aise de présenter directement comme premier préavis au Conseil qui demande de s'auto-augmenter. On sait que le travail est exigeant, en temps et en exposition politique, mais les indemnités ne sont pas surfaites et restent attractives, vu le nombre de candidats aux dernières élections. C'est difficile de comparer cette rémunération avec celle d'autres professions, qui ne présentent pas ce caractère politique* ». La Commission préfère repousser cette analyse en fin de législature pour que la Municipalité sortante se sente vraiment à l'aise sur le sujet.

M. Stéphane **Porzi**: « *Pour nous, c'est un peu gênant et malvenu de venir vous demander une augmentation au premier préavis. Mais il est clair que pour les municipaux et municipales qui ont baissé leur temps de travail, ils et elles ont meilleur temps de continuer à 100% qu'avec leurs indemnités d'élu. Donc l'argent n'est pas notre priorité, mais on peut se poser la question de l'attractivité pour quelqu'un qui a un job avec une importante rémunération, cela pourrait peut-être le faire hésiter. En tous les cas, c'est mieux que cela se passe en fin de législature et que cela vienne du Conseil. C'est sûr qu'on ne va pas cracher sur une augmentation* ».

La parole n'étant pas demandée, le président procède au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le présent préavis
- Entendu le rapport de la commission
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

**DECIDE**

De fixer les indemnités 2021 – 2026, conformément aux montants figurant dans le préavis n° 08/06.2021

**Pour: 37 voix**

**Contre: 12 voix**

**Abstentions: 3 voix**

**Le préavis n° 08/06.2021 est accepté à la majorité**

-----

**15) Préavis n° 09/08.2021 – demande d'un crédit de Fr. 124'500.–, avant subvention, pour financer la poursuite des études relatives à la requalification de la route cantonale 1 B-P sur le territoire communal de Saint-Prex intégrant un tronçon de la Voie verte d'agglomération**

Sont nommé·e·s pour la commission ad hoc: M. Jean-François **Chavannes**; M. Yves **Chevillat**; Mme Céline **Farine Roggo**; Mme Laurie **Tornare**; M. Frédéric **Berthoud**

Suppléants: M. Jacques **Rochat**; M. Didier **Franco**

-----

**16)Préavis n° 10/08.2021 – détermination du plafond d'endettement pour la législature 2021-2026**

Le dossier est à la disposition de la commission des finances.

-----

**17) Préavis n° 11/08.2021 – arrêté d'imposition pour l'année 2022**

Le dossier est à la disposition de la commission des finances.

-----

**28) Simple questions**

**Sécurité informatique**

M. Alain **Jouffrey**, en référence à la cyber attaque qui a touché la commune de Rolle, veut savoir si à l'instar de la commune de Bussigny qui a labellisé sa sécurité informatique avec Cybersafe, une démarche de ce style a été envisagée par la commune.

M. Anthony **Hennard**: « *Nous sommes sensibles à ce qui se passe dans les communes environnantes. Le risque zéro n'existe pas. J'ai suivi la présentation de cette labellisation de sécurité à Bussigny, mais nous n'en avons pas encore parlé entre collègues. Et pour information, cette labellisation ne change pas le niveau de sécurité en tant que tel. On va mettre tout en œuvre pour une sécurité maximale labellisée ou pas.* »

**Piliers publics**

Mme Sandrine **Pittolaz** rapporte que deux citoyens de Saint-Prex lui ont demandé pourquoi l'ordre du jour ne figure plus aux piliers publics. Elle précise que certaines personnes âgées n'ont pas forcément accès à Internet.

M. Pierre **Enderlin** répond que pour les piliers publics, ce n'est pas au bureau du Conseil communal de s'en charger. Il lui semble que c'est à la PRM de s'en occuper. Il s'adresse à la Municipalité pour assurer une bonne coordination entre les services.

M. Stéphane **Porzi** confirme qu'il va se renseigner.

**Fientes d'oiseaux**

Mme Sandrine **Pittolaz** demande s'il serait possible de débarrasser la statue au rond point de la Verrierie des fientes d'oiseaux qui la recouvrent.

M. Stéphane **Porzi** confirme qu'il va se renseigner.

### **Limitation du nombre de questions**

M. Christian **Boillat** trouve dommage d'avoir limité les membres du Conseil communal à 3 questions à la suite de la présentation concernant la RC 1. Considérant le sujet et les intervenants très intéressants, il aurait souhaité pouvoir approfondir le sujet, même si ce n'était peut-être pas le bon moment: *« Je trouve un peu dommage qu'on muselle un peu cette situation »*.

M. Stéphane **Porzi** explique la volonté de ne pas trop ouvrir le débat en se référant à la première présentation: *« On nous a un peu accusé d'avoir couper l'herbe sous le pied de la commission. Le préavis va être rapporté et le débat aura lieu à ce moment là. On peut très bien demander à ces messieurs de revenir »*.

Mme Véronique **Savioz** ajoute que, *« comme cela a été précisé, ces personnes seront disponibles pour répondre à toutes les questions de la commission »*.

### **Indemnités de l'exécutif**

M. Christian **Boillat** trouve pertinent de comparer les indemnités des membres de la municipalité par rapport aux salaires des chef·fe·s de service et propose d'y revenir ultérieurement, au cours de la législature.

### **Voie à double sens pour les cyclistes**

M. Jacques **Rochat** a constaté la suppression de deux places de parc le long du cimetière entre le rond-point et les Colombettes, à la suite de la disparition de l'arrêt de bus. Il souhaite savoir pourquoi, d'autant plus qu'il ne trouve pas normal d'obliger les personnes qui se rendent au culte à se parquer chez les commerçants.

M. Stéphane **Porzi**: *« Les deux places de parc ont été supprimées pour faire passer la piste cyclable à contre-sens et il ne restait plus beaucoup de place. Puis la tendance actuelle est de ne pas ajouter des places de parc »*.

Mme Sylvie **Fuchs** rebondit sur l'intervention de M. **Rochat** pour signifier sa surprise de découvrir le double sens, qu'elle n'avait pas vu au préalable, en croisant un vélo. *« J'ai l'impression que c'est très accidentogène, cela ne me paraît être un bon emplacement pour mettre les vélos à l'envers des voitures »*.

M. Stéphane **Porzi** précise que ce sont les nouvelles recommandations qui vont dans le sens de la mobilité douce et effectivement on privilégie les vélos un peu au détriment de la voiture.

Mme Anouk **Gaumann** précise qu'elle prend souvent cette voie à contre sens, laquelle ne lui semble pas du tout accidentogène.

### **Label Cité de l'énergie**

M. Yves **Chevillat**: *« Une plaquette signale que nous sommes Cité de l'énergie et je n'ai pas trouvé d'informations disponibles sur notre site. Est-ce qu'il y a des rapports disponibles pour savoir ce qu'on a déjà fait et ce que nous ferons? »*

M. Stéphane **Porzi**: *« Nous avons obtenu récemment ce label qui nous incite à faire des améliorations chaque année avec un audit régulier. On a favorisé l'énergie au niveau de nos bâtiments et effectivement on est un peu faible au niveau de la communication. »*

M. Anthony **Hennard** précise qu'il y a un lien sur le site de la cité de l'énergie.

### **Skate park**

Mme Céline **Farine Roggo** demande ce qu'il en est du skate Park et des prochaines étapes prévues.

M. Jan **von Overbeck** répond que le projet en est à ses débuts et qu'il pourra apporter des informations plus précises à ce sujet lors de la prochaine séance de conseil communal.

### Aménagement du chemin rose

M. Alain **Jouffrey** revient sur le sujet du préavis n° 13/12.2020 concernant des aménagements de mobilité douce et qui a été refusé lors de la séance du 10 février 2021. Il s'intéresse plus particulièrement à l'aménagement du chemin rose qui monte vers le chemin Warnery. Lors du permis de construire d'une villa qui longe le chemin rose, il avait été prévu un doublement du chemin rose avec une servitude. Or il a appris que la Municipalité avait renoncé à faire inscrire cette servitude, *« car suite aux attermolements autour de l'aménagement de cette partie, le propriétaire aurait perdu de l'argent et ne serait plus enclin à vouloir inscrire une servitude »*. Ce qu'il trouve dommage car il y a peu d'espace pour se croiser sur ce chemin. Il demande si quelque chose est prévu.

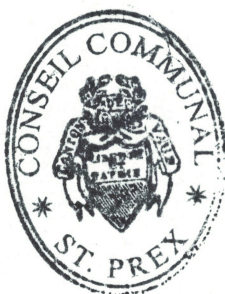
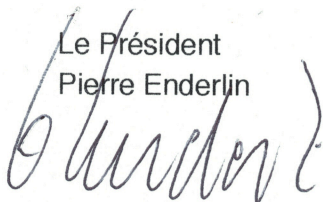
M. Stéphane **Porzi** répond que *« les conclusions du rapport du préavis étaient claires et nettes et on a compris que c'était « circulez, il n'y a rien à voir »*. Le propriétaire était un peu fâché, car les négociations étaient prévues de longue date et pour lui aussi cela représentait quelque chose d'important. Le préavis a été refusé, le propriétaire a changé son point de vue. Il a eu des frais et nous aussi, voilà c'est classé ».

---

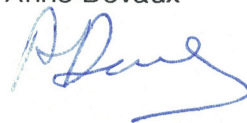
### 25) Contre-appel.

La séance est levée à 22h04

Le Président  
Pierre Enderlin



La Secrétaire  
Anne Devaux



**Communication de la Municipalité au Conseil communal  
du 25 août 2021**

---

Communication n° 27/08.2021

Objet: label VILLEVERTE

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

VILLEVERTE SUISSE est un label pour des espaces verts durables. Il distingue des communes innovatrices qui mettent en place une gestion durable de leurs espaces verts et qui s'engagent pour plus de biodiversité en milieu urbain.

Concrètement, cette certification couvre 40 mesures écologiques, groupées en 9 paquets de mesures, touchant des domaines aussi divers que les parcs, les arbres en rue, les terrains de foot ou le cimetière. Il tient aussi compte du cycle de vie des aménagements. La biodiversité et l'adaptation au climat sont intégrées comme thèmes transversaux.

Le label VILLEVERTE est un indice de performance pour les Communes qui attachent une grande importance à leurs espaces verts et les gèrent de façon durable. Il met en valeur le travail des employés communaux.

Ce label est chapeauté par l'Union Suisse des Services des Parcs et Promenades (USSP) à laquelle Saint-Prex a adhéré en février dernier. Les premières villes ont été labellisées en 2017. Saint-Prex est la 20<sup>e</sup> Commune qui entame la procédure.

La Municipalité accorde une plus grande importance à la démarche qu'à la couleur du label qui va du bronze, à l'argent, puis à l'or.

La Municipalité

Saint-Prex, le 25 août 2021/AG - 101.02.03

*Pour tout renseignement, s'adresser à M<sup>me</sup> Anouk Gäumann au 079 229 29 72*

**Communication de la Municipalité au Conseil communal  
du 25 août 2021**

---

Communication n ° 28/08.2021

Objet: pollution au port de Taillecou

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Des traces d'hydrocarbures ont été constatées le mercredi 28 juillet dernier au port de Taillecou.

Les pompiers de Lausanne sont intervenus. Ils ont constaté une légère pollution aux hydrocarbures et l'ont traitée en pulvérisant un produit sur l'entier de la surface souillée.

Le bateau du Sauvetage qui venait de sortir du port a été contrôlé. Il a été mis hors de cause, car la fuite ne provenait pas de cette embarcation.

Bien qu'il n'ait pas été possible de déterminer le pollueur, nous considérons que cette affaire est close. Nous continuerons à être attentifs et agirons au cas où ce genre d'événements devaient se reproduire.

La Municipalité

Saint-Prex, le 25 août 2021/AG - 101.02.03

*Pour tout renseignement, s'adresser à M<sup>me</sup> Anouk Gäumann au 079 229 29 72*



**Communication de la Municipalité au Conseil communal  
du 25 août 2021**

---

Communication n° 29/08.2021

Objet: employés communaux

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Max Chatelan, apprenti agent d'exploitation au service des bâtiments, a terminé son apprentissage après avoir brillamment réussi ses examens finaux et obtenu un CFC. Son contrat a pris fin le 14 août dernier. Pour le remplacer, nous avons engagé M. Louis Demierre qui est entré en fonction le 15 août.

Nous avons également engagé une apprentie de commerce au SUI à partir du 1<sup>er</sup> août. Il s'agit de M<sup>me</sup> Leona Beka.

Afin de compléter l'effectif du service administratif suite à un départ, nous avons engagé M<sup>me</sup> Virginie Vieyres dès le 1<sup>er</sup> août également. Soulignons que M<sup>me</sup> Virginie Vieyres occupait précédemment un poste à l'AREMS à Sous-Allens. Son travail est réparti entre les collaboratrices déjà en fonction. M<sup>me</sup> Adriana Carvalho a commencé le 23 août à l'AREMS.

L'équipe de la piscine a aussi dû être reconstituée pour permettre la réouverture au public le 16 août dernier. M. Cyrille Paugam occupe, depuis le 1<sup>er</sup> août, la fonction de remplaçant de la responsable de la piscine. Il a procédé à l'engagement de trois nouveaux gardes-bains, soit M<sup>me</sup> Elisa Chamot, MM. Giacomo Sorrentino et Jocelyn Schwinn pour des taux d'occupation variant de 20 à 90%. M<sup>me</sup> Sarah Lailier, monitrice de natation, et M. Olivier Verhoeven, chargé de cours et moniteur de natation et d'aquagym, effectueront également de la surveillance, en plus des cours. M<sup>me</sup> Flora Morales et M. Ebrahim Rajabi poursuivent leur activité à la piscine. [Un poste reste encore à repourvoir.](#)

Nous souhaitons le bienvenue à toutes ces personnes.

La Municipalité

Saint-Prex, le 25 août 2021/AG - 101.02

*Pour tout renseignement, s'adresser à M. Stéphane Porzi, Syndic, au 079 740 40 75*

Conseil communal de Saint-Prex

Saint-Prex, le 4 août 2021

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Combien de fois n'ai-je pris la parole devant ce Conseil en commençant par cette formule ?  
Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers. Je souhaite vous l'adresser  
cette dernière fois pour marquer le terme d'une longue histoire.

Le résultat des élections ne m'a pas favorisé, le citoyen veut des gens jeunes, même s'ils ont  
moins d'expérience. J'en ai pris note.

L'ambiance de la première séance de cette législature, à mes yeux plus politique que les  
précédentes, n'était pas du tout à l'image de ce que je conçois et ai vécu pendant toutes les  
années durant lesquelles j'ai servi ce Conseil. Passion et enthousiasme ont été les deux mots  
clés qui m'ont accompagné tout au long des différents mandats qui m'ont été confiés. La  
politique n'est pas pour moi, ce n'est pas l'atmosphère que j'ai envie de vivre.

Aussi, je vous prie de prendre note de ma démission de ce Conseil avec effet immédiat, je  
vous souhaite le meilleur pour cette législature qui commence.

Recevez Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, mes respectueux  
messages.